

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article12782>

L'Afghanistan, laboratoire militaire pour l'Europe

- Défense - International -



Date de mise en ligne : vendredi 26 février 2010

Spyworld Actu

Derrière le débat politique qui secoue l'Europe au sujet de l'Afghanistan, il s'en tient un autre, plus discret, militaire celui-là. L'Afghanistan, a dit un général français, "c'est le retour de la guerre, le retour de la mort, le retour des chefs". Au-delà des leçons stratégiques que les pays tirent de leur participation à la coalition internationale, chaque armée met ainsi à l'épreuve son rapport à la guerre, dans une dimension très concrète : est-on bien préparé, équipé, efficace ? "Ensemble, nous avons été confrontés à des situations de guerre que les armées françaises n'avaient pas connues depuis longtemps", a souligné, mardi 23 février, le président Nicolas Sarkozy, pour l'adieu aux armes du général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées depuis 2006.

Plusieurs raisons font du terrain afghan un laboratoire militaire. D'abord, la dureté du conflit. "Depuis la guerre d'Algérie on n'avait pas connu un engagement humain aussi intense. Le fait de risquer des pertes tous les jours nous a conduits à nous adapter", résume un colonel de l'armée de terre. Ensuite, la France comme d'autres pays européens, s'est engagée en Afghanistan après des années d'opérations de maintien de la paix - dans les Balkans, en Afrique - considérées comme moins difficiles. Enfin, les guerres du passé sont loin. Les responsables militaires actuels ne les ont pas vécues.

"Nous avons établi des doctrines de contre-insurrection, mais il a fallu les réviser", explique Michel Asencio, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique, qui travaille souvent pour le ministère de la défense. "L'Afghanistan a aussi permis d'actualiser les modes d'emploi des forces, les règles d'engagement."

La réflexion est partagée. La Pologne s'était engagée en Irak mais n'y avait pas combattu. Le pays, qui a concentré ses forces au profit de l'OTAN en Afghanistan (avec 2 600 soldats), teste sur ce terrain le processus de modernisation de son armée, encore formatée par la guerre froide. Après avoir constaté que certains matériels faisaient défaut, le gouvernement a décidé l'achat d'hélicoptères et de drones.

Aux Pays-Bas, le gouvernement a chuté mais l'armée a progressé. En novembre, dans un article du *Militaire Spectator*, revue de doctrine de l'armée néerlandaise, un membre des forces spéciales et un professeur de l'université de Leyde tirent le bilan de trois opérations menées, entre 2006 et 2009, en Uruzgan. Ils concluent que des leçons ont été retenues en matière de contre-insurrection, bien que le terme ait été occulté par les responsables politiques : nécessité d'améliorer le renseignement, de doser l'usage de la violence "qui crée parfois plus d'ennemis qu'elle n'en élimine", de tenir plus longtemps des positions, de mieux former les bas niveaux d'encadrement des troupes.

En France, l'état-major évoque l'"endurcissement" de ses armées. "C'est le retour du combat à pied", résume un cadre. Conséquence, la norme de préparation des troupes déployées est passée de quatre à six mois. Le secourisme de combat a été développé. Les fantassins portent désormais avec eux des systèmes d'armes complets. Et pour la première fois dans l'histoire, un "sas" de décompression a été mis en place pour tous les soldats au retour de mission, pendant trois jours, à Chypre, dans un hôtel.

Au plan tactique, d'autres adaptations ont eu lieu. Jusqu'alors réservés aux commandements supérieurs, les moyens de renseignement et de guerre électronique ont été "décentralisés" auprès des unités de terrain, dont les chefs sont devenus des rouages essentiels. Autour de l'infanterie, l'organisation des moyens du génie, de renseignement, d'appui, a été revue. "On a redécouvert l'importance de l'hélicoptère dans toutes ses missions, attaque, transport, escorte, renseignement", illustre un gradé. Au Royaume-Uni, le manque de ces équipements a provoqué de vifs débats.

Des pertes au combat, d'autres leçons ont été tirées, en termes d'équipements. Après la mort de dix soldats dans l'embuscade d'Uzbin, en août 2008, la France a envoyé des hélicoptères dernière génération, des canons modernes,

des petits véhicules blindés, des drones et... de nouveaux gilets pare-balles.

La lutte contre les engins explosifs déposés par les talibans, qui provoquent la majeure partie des pertes de la coalition, a même poussé les alliés, en coopération, à s'approprier des techniques de police scientifique (relevé d'empreintes, analyses de produit, etc.) et à remonter les réseaux comme cela se pratique en matière criminelle.

A ceux qui s'étonnent de les voir tenues en échec par des guerriers en sandales équipés de fusils des années 1960, les armées répondent qu'elles ne sont pas chargées des objectifs politiques de la guerre. Ni responsables de la gabegie des moyens civils censés prendre le relais. "Impossible de gagner en Afghanistan avec 150 000 soldats", résume M. Asencio.

A Washington, le 23 février, le secrétaire américain à la défense, Robert Gates, a critiqué en des termes très vifs le "sous-investissement" de l'OTAN. "La démilitarisation de l'Europe, qui fut une bénédiction au XXe siècle, est devenue un obstacle à la réalisation d'une sécurité réelle et d'une paix durable au XXIe siècle", a-t-il dit. Des leçons, donc, mais pour quoi faire ?

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/opinions/arti...>